

BERNARD ÉLIE ET CLAUDE VAILLANCOURT (COORD.), *L'économie toxique*, Mont-Royal, M éditeur, 2014, 148 pages

Daniel Gomez

Volume 9, numéro 2, printemps 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/73676ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

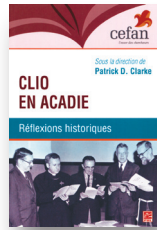
[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gomez, D. (2015). Compte rendu de [BERNARD ÉLIE ET CLAUDE VAILLANCOURT (COORD.), *L'économie toxique*, Mont-Royal, M éditeur, 2014, 148 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 9(2), 24–24.

CLIO

suite de la page 23



Clarke sonde les profondeurs des écrits historiques acadiens au fil des générations, en prenant pour cas de figure les travaux de Rameau de Saint-Père, Michel Roy et ceux des historiens du Groupe de recherche en histoire économique et sociale de l'Université de Moncton (GRHESUM). Ces derniers décrivent, à ses yeux, trois dynamiques temporelles distinctes, lesquelles fournissent une clé de lecture originale de l'évolution de l'historiographie acadienne sur une période de 150 ans.

S'ensuit une bibliographie commentée sur l'historiographie acadienne réalisée par Philippe Volpé. Divisé en sections thématiques – « Bilans et débats », « L'Acadie et ses histoires/historiens », « Réflexions théoriques » et « Acadie et société » –, cet outil de recherche et de référence met à jour, de façon assez exhaustive, l'ensemble des publications se rapportant à l'historiographie acadienne.

Ronald Rudin ferme la marche avec une postface dans laquelle il interroge les contours du savoir historique acadien et du sujet acadien en lui-même. Ne cédant pas aux remarques complaisantes, l'auteur n'hésite pas à souligner, avec raison, la « commande plutôt restreinte » de l'ouvrage qui consistait surtout à réfléchir à l'écrit historien portant sur le passé acadien. Ce faisant, les auteurs ont négligé de considérer les autres voies – la télévision, le cinéma, la commémoration, les musées, les journaux – par lesquelles l'histoire s'est inscrite dans l'espace public acadien. Pour notre part, nous aurions souhaité une composition peut-être davantage soucieuse d'interdisciplinarité et, surtout, d'un dialogue, sous forme d'articles ou d'entrevues, avec d'autres acteurs importants de l'historiographie acadienne des dernières décennies. Ce ne sont là toutefois que de bien modestes critiques en regard de l'apport de cette étude, qui offre un excellent bilan de l'historiographie acadienne et contribue à renouveler ses questionnements et à diversifier ses objets. Il est d'ailleurs à espérer que ce travail saura inspirer les historiens de l'Ontario français ou encore de l'Ouest francophone à lancer des projets de recherche similaires. ❖

Deux petits livres d'une « centcinquante » de pages, chacun issu de la collection Mobilisation de M éditeur, la collection qui, comme elle le dit, à la page 159 de *L'empire du libre-échange*: « [...] est consacrée aux problèmes sociaux et économiques ainsi qu'aux questions d'actualité, et cela, du point de vue des dominés et des exploités. » Nous nous doutons d'emblée bien sûr qu'avec deux titres pareils et une telle vocation les deux ouvrages ne peuvent qu'être très critiques envers l'environnement économique dans lequel nous évoluons.

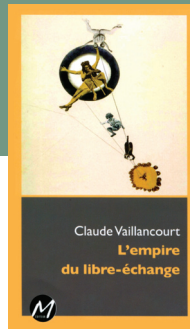
Daniel Gomez, chef de pupitre,
essais politiques

CLAUDE VAILLANCOURT
L'EMPIRE DU LIBRE-ÉCHANGE
Mont-Royal, M éditeur, 2014, 155 pages

L'empire du libre-échange constitue une charge virulente contre le libre-échange. Pour Claude Vaillancourt, président d'ATTAC Québec: « le libre échange est l'un des moyens les plus importants par lesquels une très petite minorité richissime et minoritaire – le fameux 1% dénoncé par les IndignéEs [sic] – consolide son pouvoir » (p. 20). Il soutient mordicus que ces accords sont « visiblement nuisibles à leurs populations ». À la page 21, l'auteur réfute la théorie économique qui les soutient et veut comprendre leurs principes généraux, ainsi que les acteurs à qui ils profitent, et ce que peuvent être leurs conséquences à court et à long terme. Sa démonstration s'étale sur trois parties. Dans la première, il passe en revue de façon critique quelques « principes » du libre-échange, tels le secret entourant les négociations, les stratégies des parties, l'élimination des frontières, la protection des investissements, etc. Il fait ensuite un survol historique des différentes phases des accords de libre-échange depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Vaillancourt situe le début de ce courant libre-échangiste aux accords économiques signés à Bretton Woods (New Hampshire) en 1944 qui ont dessiné les grandes lignes du système financier international. Leur objectif principal était de mettre en place une organisation monétaire mondiale et de favoriser la reconstruction et le développement économique des pays touchés par la guerre.

Pour Claude Vaillancourt, ces accords avaient en réalité comme objectif de permettre aux futurs vainqueurs de la guerre de préparer des « [...] lendemains glorieux qui se sont organisés à leur grand avantage. » L'auteur analyse ces institutions dans ce qu'elles ont de négatif, évidemment. Enfin, et en conclusion, l'auteur propose non pas de sortir du libre-échange, titre de sa conclusion, mais d'établir de nouvelles règles plus équitables pour les pays les plus vulnérables. Il parle alors de transparence, de protection de l'environnement, d'élimination de la protection des investissements étrangers, de souveraineté alimentaire, de protection des services publics, bref toutes sortes de mesures susceptibles de limiter le pouvoir des grandes entreprises et de « l'idéologie néolibérale ».



BERNARD ÉLIE ET
CLAUDE VAILLANCOURT (COORD.)
L'ÉCONOMIE TOXIQUE
Mont-Royal, M éditeur, 2014, 148 pages

Le prolifique essayiste et président d'ATTAC Québec ne s'arrête pas là dans sa croisade anti néolibéralisme puisque, la même année, il a coordonné avec Bernard Élie, professeur en sciences économiques à l'UQAM, le petit ouvrage *L'économie toxique*. Avec l'aide de huit collaborateurs, cet essai s'efforce de démontrer la « toxicité » du système économique dans lequel nous évoluons. Nous nous instruisons ainsi sur les effets délétères pour la société de l'économie libérale actuelle dans des domaines tels l'enseignement de l'économie, l'économie financière, les paradis fiscaux, les lobbies, les inégalités, etc. La petite taille de l'ouvrage (150 pages) oblige à une certaine concision des textes, ce qui entraîne une certaine vertu pédagogique, mêlée parfois à un caractère « profession de foi militante ». Sylvie Morel, par exemple, déplore qu'à l'université l'on n'enseigne que les théories économiques libérales et que cela empêche de penser l'économie dans sa réalité actuelle ou autrement. Éric Pinault, lui, s'attarde sur l'importance démesurée de l'économie financière actuelle. Nous apprenons ainsi qu'en 2013, il s'est produit pour 73 tétra dollars (un tétra=1000 milliards) de biens et services dans le monde pour 1883 tétra dollars en biens strictement financiers. Dans le même ordre d'idées, Bernard Élie condamne les banques privées. Il suggère également quelques mesures pour réduire l'emprise du secteur financier sur l'économie mondiale dont, entre autres, l'instauration d'une « gouvernance mondiale ». Fidèle à ses préoccupations, Claude Vaillancourt s'en prend aux paradis fiscaux et déplore le manque de volonté des gouvernements à agir contre eux. Il est en revanche avare de solutions concrètes pour endiguer ce fléau.

L'on retrouve évidemment dans cet ouvrage la sempiternelle dénonciation de l'inégalité croissante des revenus entre le 1% dominant et les 99% dominés. On flirte là avec la paupérisation absolue de Karl Marx. Mais paradoxalement l'on retrouve aussi sous la plume d'Yves-Marie Abraham des exhortations à réduire la consommation, au nom de l'écologie cette fois. Faire le lien entre paupérisation et surconsommation n'est pas toujours évident. Mais ce n'est pas l'objectif de ce manuel, comme du précédent. L'objectif des pamphlets de M Éditeur est de fournir aux militants de l'argumentaire-choc pour ébranler les certitudes néolibérales. C'est dans cet esprit qu'il faut les lire.

